REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 03 au 09 octobre 2023

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Sécurité maritime.....2
- MASEPOLREX 23 : la coopération indispensable face aux risques de pollution en mer dans l'océan Indien
- Maurice : onze pays de la COI ont participé à l'exercice en mer de lutte contre la pollution

2. Centres d'Intérêts

2.1 Coopération.....6
- Riv. des Anguilles Dam : un prêt d'environ Rs 3,2 milliards pour la construction du barrage

2.2 Tourisme.....7
- Tourisme : de plus en plus de compagnies aériennes augmentent la fréquence de leurs vols vers les îles Seychelles

2.3 Economie.....8
- Gestion des finances publiques Les défis budgétaires à relever pour garantir son efficacité

2.4 Energies renouvelables.....9
- AFAFI Centre : Un Plan Régional en Énergie et Biomasse pour Itasy

2.5 Election Madagascar.....10
- ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE - Andry Rajoelina appelle à l'apaisement

2.6 Election Comores.....11
- Election 2024 : la CENI reçoit l'ambassadrice de l'Union Européenne

MASEPOLREX 23 : la coopération indispensable face aux risques de pollution en mer dans l'océan Indien

Exercice organisé par la Commission de l'océan Indien



La Commission de l'océan Indien, en collaboration avec les autorités mauriciennes, a organisé un exercice régional de simulation de pollution marine. Cet exercice s'est déroulé du 25 au 29 septembre à Maurice.

Outre les administrations mauriciennes chargées de la surveillance, de l'environnement et du transport maritime, entre autres, de nombreux acteurs régionaux ont participé à cet exercice baptisé MASEPOLREX23. Cette activité, organisée, coordonnée et soutenue par la COI à travers le programme MASE financé par l'Union européenne, a permis de tester le plan national de prévention et de lutte contre les risques de pollution marine de Maurice et également de renforcer les mécanismes de coopération et coordination avec les pays voisins, institutions régionales et les partenaires.

Coopération intersectorielle et régionale

MASEPOLREX23 a mobilisé au total près de 400 agents des administrations nationales mauriciennes, des Centres régionaux de coordination opérationnelle (CRCO) et de fusion de l'information maritime (CRFIM) basés respectivement aux Seychelles et à Madagascar. Des partenaires régionaux et internationaux étaient également présents (Convention de Nairobi, Organisation maritime internationale, ITOPF, SAMSA…). Des représentants d'Afrique du Sud, Comores, Djibouti, France, Kenya, Madagascar, Mozambique, Seychelles, Somalie, Tanzanie et Yémen ont également participé à MASEPOLREX23.

« Dans notre zone où transitent chaque année des milliers de navires, il est crucial d'investir dans la prévention des risques, dans les capacités effectives d'intervention et dans les mécanismes de coopération parce que pas un seul pays dans la région n'est en mesure de faire face en solitaire à des niveaux de pollution comme ceux du Wakashio.
Les coûts financiers, techniques et humains d'une préparation adéquate sont considérables et demandent aussi de la constance, c'est-à-dire qu'il est nécessaire de tester les dispositifs, de vérifier régulièrement l'état des

équipements, de former continuellement les agents responsables ou encore de consolider les collaborations, d'une part, entre les agences nationales et, d'autre part, avec les administrations des pays, organisations et centres techniques de la zone voire au-delà. » a souligné Pr. Vêlayoudom Marimoutou, Secrétaire général de la COI, à l'ouverture de l'exercice MASEPOLREX23.

Exercices sur site, informations et coordination

Durant toute la semaine, les différents exercices conduits sur site ont permis de discuter, tester et évaluer :
Les temps de réaction, de mobilisation et d'exécution L'effective coordination des actions La disponibilité
La circulation et l'analyse de l'information La clarté des responsabilités et rôles de chaque acteur La qualité et l'adéquation des matériels, formations et technologies.
La COI, qui a organisé MASEPOLREX23, a coordonné l'ensemble des activités avec les membres de l'Exercice Control Group posté au siège de l'organisation à Ebène. L'ECG était le point nodal des opérations en lien constant avec le National Disasters Risk Reduction & Management Centre de Maurice, les équipes déployés sur les sites de pollution marine simulée et les Centres régionaux CRCO et CRFIM. Les 27 et 28 septembre, les moyens navals et aériens de Maurice ont été déployés sur les sites d'exercice au large de Rivière Noire dans l'ouest de l'île. Des bouées ont été installées en mer, des mesures effectuées, des survols opérés, des images et informations échangées. Les opérations se sont déroulées tant en haute mer que dans le lagon. En effet, les actions diffèrent selon les sites.

Des exercices à conduire régulièrement

Des évaluateurs indépendants de l'ITOPF, du SAMSA et de l'OSRL ont assisté à toutes les phases de l'exercice. Ils ont pu évaluer le degré de préparation, les capacités effectives de réponse et ainsi établir des recommandations pour fluidifier les phases de coordination et d'opération. De l'avis de tous, MASEPOLREX23 a confirmé l'importance et la nécessité de conduire ce type d'exercice de simulation plus régulièrement. De fait, des exercices sur table et sur le terrain pourront être organisés tant au niveau national que régional. Pour la COI, la dimension est incontournable dans la mesure où les États de la zone ne disposent pas des capacités financières, humaines, technologiques et matérielles pour agir isolément. La coopération est indispensable.
Les représentants du Kenya ont d'ores et déjà indiqué leur disponibilité à accueillir un exercice régional similaire en 2024.

Maurice : onze pays de la COI ont participé à l'exercice en mer de lutte contre la pollution

La semaine dernière, pendant quatre jours, onze pays ont participé à l'exercice MASEPOLREX23. Ce programme, financé par l'Union européenne, permet de coordonner les moyens maritimes mis en commun des pays de la zone afin de mieux lutter contre une éventuelle pollution.

400 agents, de 11 pays, étaient mobilisés pendant quatre jours la semaine dernière, dans le cadre de l'exercice de lutte contre la pollution marine, MASEPOLREX23 qui avait lieu à l'île Maurice. Les programmes MASE, financés par l'Union européenne, permettent de tester les plans nationaux de lutte contre la pollution marine.
Les scénarios contribuent à tester la réactivité, mais aussi la coordination, entre les différents pays. Les Centres régionaux de coordination opérationnelle (NDLR : le CRCO basé aux Seychelles) et de fusion de l'information maritime (NDLR : CRFIM installé à Madagascar) sont en charge de la répartition des moyens. Onze pays ont participé à l'exercice de 2023 : l'Afrique du Sud, les Comores, Djibouti, la France, le Kenya, Madagascar, le Mozambique, les Seychelles, la Somalie, la Tanzanie et le Yémen.





Une activité inhabituelle au large de Rivière-Noire

Deux jours étaient consacrés au déploiement des matériels de lutte contre la pollution, aux observations aériennes et aux ajustements effectués grâce aux centres de contrôles. Parallèlement, les pays signataires de la convention de Nairobi ont déployés les matériels qui pourraient être utiles à l'île Maurice "victime" de cette pollution marine.
En mer, les garde-côtes ont balisé la zone "polluée" et ont déployé des barrages flottants afin de limiter l'extension de la nappe d'hydrocarbure. Cette première phase effectuée, les moyens aériens ont survolé le périmètre pour ajuster le dispositif.



Le Kenya candidat pour MASEPOLREX24

Ces exercices ont permis d'évaluer les points forts et les points faibles, mais aussi pour les intervenants d'effectuer les gestes en urgence. Sept points ont été étudiés par les observateurs :

- Les temps de réaction, de mobilisation et d'exécution
- L'effective coordination des actions
- La disponibilité
- La circulation et l'analyse de l'information
- La clarté des responsabilités et rôles de chaque acteur
- La qualité et l'adéquation des matériels, formations et technologies.

Un débriefing complet de cette opération a été effectué, les deux jours suivants. Il a permis de mettre en évidence les points positifs et les gains de temps possibles.

En fin de semaine, les représentants du Kenya ont fait acte de candidature pour accueillir le MASEPOLREX24.

Riv. des Anguilles Dam : un prêt d'environ Rs 3,2 milliards pour la construction du barrage

Vijayan Ayassamy



Une convention accordée lors d'une mission de Steven Obeegadoo en Arabie saoudite.

Au cours d'une récente visite au Royaume d'Arabie saoudite, Steven Obeegadoo, vice-Premier ministre et ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire et ministre du Tourisme, a eu l'occasion de participer aux célébrations entourant la Journée mondiale du tourisme.
À cette occasion, l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) avait lancé la 'Tourism Opens Minds Initiative' afin de favoriser la diversification des flux touristiques. Cette initiative aspirait à mettre en lumière le rôle influent que le tourisme peut apporter pour établir des passerelles entre les cultures et favoriser un monde beaucoup plus interconnecté et harmonieux.

Steven Obeegadoo a tenu une réunion bilatérale avec le ministre du Tourisme saoudien et avec le CEO du Saudi Fund for Development (SFD). À l'issue de cette rencontre, il a signé une convention de prêt avec le SFD à hauteur de $ 70 millions (environ Rs 3,2 milliards) pour la construction du Rivière des Anguilles Dam. Ce projet vise à protéger l'environnement naturel contre les inondations et à fournir une source d'eau douce fiable pour l'irrigation, l'alimentation en eau potable et à des fins industrielles.
En marge de l'initiative de l'OMT, Steven Obeegadoo a tenu des pourparlers avec un certain nombre de ses homologues du tourisme, notamment ceux d'Andorre, du Bangladesh, de la Barbade, de la Croatie, de Chypre, de l'Inde, de la Jamaïque, entre autres.
Il a aussi eu des rencontres avec le ministre du Transport et des Logistiques, du CEO du Tourism Development Fund saoudien, du CEO du Saudi Air Connectivity Programme et du directeur général

Lire aussi :

- https://inside.news/actualites/unsdcf-maurice-signera-un-nouveau-cadre-avec-les-nations-unies/
- https://inside.news/actualites/cooperation-maurice-republique-du-congo-quatre-accords-bientot-signes/

Tourisme : de plus en plus de compagnies aériennes augmentent la fréquence de leurs vols vers les îles Seychelles

By: **Betymie Bonnelame Traduit par: Rudie Bastienne**



Samedi dernier, Condor Airlines a repris ses vols saisonniers vers les Seychelles avec un nouvel avion innovant

Les Seychelles deviennent de plus en plus accessibles aux visiteurs d'autres régions du monde grâce à une augmentation des connexions aériennes et de la fréquence des vols, a déclaré Tourism Seychelles, la branche marketing du département du tourisme.

Samedi dernier, Condor Airlines a repris ses vols saisonniers vers les Seychelles avec un nouvel avion innovant, l'Airbus A330Neo-900. La compagnie aérienne charter relie directement les Seychelles à Francfort en Allemagne.

Condor opérera un vol direct hebdomadaire améliorant la connexion entre l'Allemagne et les Seychelles et du 21 novembre au 12 mars 2024, il ajoutera un vol hebdomadaire supplémentaire à la route.

Edelweiss Airline, la célèbre compagnie de loisirs suisse, a également repris ses activités avec un vol direct hebdomadaire de Zurich vers les Seychelles.

Un autre transporteur européen, Turkish Airlines, assurera fin octobre trois vols hebdomadaires reliant les Seychelles à Istanbul.

Ethiopian Airlines, l'un des principaux transporteurs africains, s'apprête à augmenter la fréquence de ses vols vers les Seychelles à deux vols quotidiens en octobre, offrant davantage d'options aux voyageurs de diverses régions du monde, y compris du continent africain.

Suite de l'article

Lire aussi :

- https://www.nation.sc/articles/19647/seychelles-gets-ready-for-cruise-ship-season
- https://midi-madagasikara.mg/lutte-contre-linformel-auto-recensement-des-operateurs-touristiques/

Gestion des finances publiques Les défis budgétaires à relever pour garantir son efficacité

Mhoudini Yahaya



Le rapport montre que notre système de gestion des finances publiques n'offre pas une efficacité dans la mise en œuvre des politiques gouvernementales. Cependant, selon Mze Aboudou Mohamed Chanfiou, d'importantes réformes structurantes sont en cours dans le pays et au sein du ministère des Finances, dans le but d'améliorer les recettes intérieures, d'optimiser les dépenses, de garantir la bonne gouvernance et la rentabilité des entreprises publiques.

Un atelier de restitution des travaux du rapport de la première revue des dépenses publiques de l'Union des Comores de 2022 s'est tenu vendredi dernier à l'hôtel Retaj de Moroni. Avec pour thème « Relever les déficits budgétaires pour réaliser une croissance inclusive », cette réunion a eu lieu dans le contexte actuel marqué par une succession de chocs affectant l'économie mondiale, ce qui a naturellement un impact sur les agrégats macroéconomiques nationaux.

Ce rendez-vous entre la Banque mondiale et le ministère des Finances a été l'occasion de partager les multiples défis que le pays doit relever en matière de finances publiques.

Comme l'indique le résumé exécutif du rapport, « la revue des dépenses publiques vise à analyser les éléments fondamentaux de la politique budgétaire et de sa mise en œuvre, dans le but d'améliorer l'efficacité des dépenses publiques et de créer un espace budgétaire, avec pour objectifs à long terme de soutenir la prestation des services

Suite de l'article

AFAFI Centre : Un Plan Régional en Énergie et Biomasse pour Itasy


Lancement officiel du PREB Itasy, le 5 octobre dernier au Centell Antanimena.

L'amélioration de l'accès à l'énergie à moindre coût est en vue dans la région Itasy. Un plan stratégique, dont l'élaboration a été soutenue par l'Union européenne, a été présenté jeudi dernier, lors d'une cérémonie organisée au Centell Antanimena.

Un grand pas vers le développement durable. C'est ce que représente le lancement officiel du Plan Régional en Énergie et Biomasse (PREB) Itasy, selon les représentants du Programme d'Appui au Financement de l'Agriculture et aux Filières Inclusives autour d'Antananarivo (AFAFI Centre). D'après les présentations, ce plan stratégique a été conçu pour répondre à deux préoccupations majeures, notamment celles d'économiser de l'énergie et d'utiliser des sources d'énergie qui conviennent à la région. *« Itasy a peu de bois pour produire de l'énergie, mais beaucoup de demandes, ce qui cause une mauvaise utilisation des arbres. Ce plan vise alors à utiliser la biomasse pour produire de l'énergie tout en protégeant l'environnement »,* ont expliqué les initiateurs du PREB. A noter que la présentation de ce plan a réuni les différents acteurs, si l'on ne cite que le directeur du Reboisement et de la Gestion des Paysages Forestiers (DRGPF), le chargé du programme AFAFI Centre, le directeur du BACE (Bureau d'Appui à la Coopération Extérieure), les représentants du ministère de l'Energie et des Hydrocarbures et du ministère de l'Environnement et du Développement Durable), ainsi que les autorités locales.
Suite de l'article

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE - Andry Rajoelina appelle à l'apaisement

Hier soir, Andry Rajoelina s'est adressé à la nation et a fait un appel à l'apaisement au peuple tout en fustigeant la manifestation du collectif des candidats.
Cette nuit, à 20 heures, le président de la République sortant et candidat à sa propre succession, Andry Rajoelina, a fait une annonce sur des chaînes télévisées privées. Lors de l'émission, il a fustigé les agissements du collectif des candidats, surtout la manifestation qui, pour lui, sort du contexte de démocratie et des libertés individuelles. Le fait que des anciens présidents participent activement aux manifestations est, pour lui, un affront pour la nation et ternit l'image de Madagascar à l'international. Il considère que c'est une situation inédite dans l'histoire. « Le plus grave, c'est l'appel aux casques bleus alors que chez nous il n'y a même pas de conflit ou de guerre civile, » s'étonne le patron du TGV. Andry Rajoelina a aussi condamné la manifestation pour entrave aux droits et libertés d'autrui avec les commerçants contraints de fermer boutique très tôt à cause de la grève et par peur pour leur sécurité et celle de leurs biens. Il s'appuie sur l'article 10 de la Constitution pour justifier son allégation.

Appel à l'apaisement

« Je fais entièrement confiance au peuple malgache pour la préservation de l'apaisement avec la campagne électorale qui va débuter. » Ce sont les mots de Rajoelina pour appeler la population au calme et pour inciter cette dernière à ne pas céder aux provocations des adversaires politiques. Une fois de plus, le numéro un des Oranges réitère que, pour le bien fondé de l'élection et la poursuite du processus électoral, il est important de se conformer aux lois et règlements et d'attendre sereinement la date du scrutin. Il insiste aussi sur le fait que c'est au peuple de faire le choix, c'est à lui que revient maintenant le pouvoir d'élire un nouveau président de la République pour le guider vers le développement. Dans l'optique de la préparation d'un second mandat à la magistrature suprême, le président sortant débute fort sa campagne électorale avec un mouvement dans la capitale la matinée de mardi et un meeting à Diego Suarez l'après-midi. Les membres du collectif des candidats, quant à eux, vont poursuivre la manifestation en début de semaine.

Lire aussi :

- https://www.madagascar-tribune.com/La-CENI-fin-prete-pour-le-premier-tour.html

Election 2024 : La CENI reçoit l'ambassadrice de l'Union Européenne

09/10/2023 Ibnou Mohamed



L'ambassadrice de l'Union européenne auprès de la République de Madagascar et de l'Union des Comores a été reçue jeudi après-midi au siège de la CENI. Au cours de cette audience, Isabelle Delattre réaffirme la disponibilité de l'UE à déployer des experts électoraux pour appuyer les Comores dans le processus électoral.

Jeudi 5 octobre dernier, le président de la CENI, Idrissa Saïd Ben Ahamada, entouré de ses collègues a reçu l'ambassadrice de l'Union Européenne auprès de la République de Madagascar et de l'Union des Comores avec résidence à Antananarivo, Isabelle Delattre, accompagnée du chef de bureau de l'UE à Moroni, Pierre Beziz. A la sortie de la rencontre, l'ambassadrice indique que l'objectif était de faire le point sur les travaux relatifs aux prochaines élections. «Nous avons discuté des préparatifs, notamment le fichier électoral, le calendrier, le budget, et les questions relatives à la logistique», fait-elle savoir, tout en exprimant la disponibilité de l'UE à déployer une équipe d'experts électoraux lors de ces élections avec l'aval du gouvernement comorien.

« La seule contribution visible de l'UE sera l'envoi d'experts électoraux, lesquels vont par la suite rendre un rapport qui sera partagé aux autorités comoriennes », précise Isabelle Delattre. Et d'ajouter : « Il s'agit d'un rapport dont les recommandations ont pour objet de résoudre les difficultés qui seront observées pour qu'elles ne se manifestent pas à l'avenir pendant d'autres échéances électorales ».

Lire aussi :

- https://alwatwan.net/societe/elections-de-2024-convocation-du-corps-%C3%A9lectoral-i-deux-voix-de-lopposition-s%E2%80%99expriment-sur-les-enjeux.html